

Mêrhaba Hêvalînö

«Şalût lês ami.ê.ş!»

Pour nous contacter ou nous
envoyer des retours :
actukurdistan@riseup.net



Êş nûvêllêş dÛ Kûrdîstân!
dêûxiemê qûinžainê dê şeptembêrê 2015

Chaque semaine **Merhaba Hevalno** tente de résumer les infos sur le Kurdistan publiées sur internet, pour donner un aperçu de l'évolution de la situation là-bas. Pour cette première semaine, on publie un texte un peu plus long qui résume le contexte du Kurdistan, et de la situation actuelle.

de l'État Islamique (EI), alors que seul.e.s les combattant.e.s kurdes repoussent depuis des mois l'EI tandis que la Turquie les soutient logistiquement. En effet, une bataille stratégique est en cours, côté syrien dans la zone entre les cantons kurdes d'Afrin et de Kobanê. Ces dernières décennies, l'État syrien a installé dans cette zone une population arabe pour mieux contrôler la région. Daech veut sécuriser ce couloir d'approvisionnement avec la Turquie (en commun accord avec elle), ce que les kurdes ne veulent pas laisser passer. Cette zone tampon en zone kurde serait une attaque frontale à la révolution du Rojava. Encore plus intéressant pour Hollande est sûrement de se faire un chemin vers Damas pour renverser Al Assad et mettre à sa place un dirigeant qui satisferait les intérêts de la France et la Turquie, en permettant enfin le retour de Total en Syrie et de tout le reste d'entreprises françaises¹² qui ont dû fuir depuis le début de la guerre civile, et en facilitant le projet de gazoduc entre le Qatar et la Méditerranée¹³.

Hollande peut parler de « lutte contre le terrorisme » alors que rien n'est fait pour arrêter les terroristes de l'AKP, ou les milices de l'EI, alors que le pétrole vendu par celui-ci inonde le marché européen et que sans doute les armes fournies à l'EI par le Qatar et l'Arabie Saoudite (deux alliés de la France) sont vendues par les pays européens.

Du 28 septembre au 3 octobre, des militant.e.s kurdes font une grève de la faim devant le Conseil de l'Europe à Strasbourg pour demander la libération d'Abdullah Öcalan.

12 À part Total, le fromager Bel, Air Liquide (fournisseur de l'industrie du gaz), Carrefour, Lafarge (BTP, la cimenterie de Kobanê étant un des plus gros investissements étrangers)

13 Voir à ce propos l'article disponible sur http://www.huffingtonpost.fr/milad-jokar/guerre-syrie-analyse-geopolitique_b_1985354.html

Dans quel contexte la Turquie a-t-elle (re)déclaré la guerre aux Kurdes ?

1-La Turquie d'Erdoğan : « Une langue, un drapeau, un pays »

Voici le slogan d'Atatürk (« le père de la république de Turquie ») dans l'après première guerre mondiale, repris bien consciemment par l'actuel gouvernement réactionnaire et autoritaire de l'AKP. Un ministre sous Atatürk avait déclaré dans les années 30 : « En Turquie, les non-Turcs n'ont qu'un seul droit, celui d'être les domestiques et les esclaves des Turcs ». Comme exemple, la langue Kurde a été interdite jusque dans les années 2000, et des centaines de gens ont été emprisonné.e.s ou exécuté.e.s du simple fait de parler le Kurde à l'école ou publiquement. Aujourd'hui encore, l'enseignement en langue kurde est un combat : depuis la rentrée scolaire, le Congrès pour une Société Démocratique (DTK), une plate-forme d'associations et mouvements kurdes appelle à une semaine de boycott des écoles pour demander l'enseignement en langue kurde et autres langues interdites, ainsi que demander la fin des cours d'instruction religieuse obligatoire.



Les politiques d'assimilation, puis d'annihilation, voire d'extermination, envers le peuple Kurde et tous les autres peuples non-Turcs, sont toujours bien d'actualité !

Erdoğan, l'actuel président, prépare un régime autoritaire, déjà bien ancré dans la pratique, mais qu'il voudrait renforcer par une réforme constitutionnelle en instituant les quasi-pleins pouvoirs du président. Mais pour cela il lui faut une majorité absolue qu'il n'a pas obtenue aux dernières élections législatives de juin dernier. Entre autres, parce que la coalition kurde soutenue par la gauche turque, le HDP, a remporté un record de 13 % des voix, malgré la centaine d'attaques perpétrées lors de la campagne électorale par les fascistes turcs.

Quelle a été la réaction d'Erdoğan ? Déclarer la guerre au peuple kurde ainsi qu'aux élu.e.s et militant.e.s du HDP et du mouvement kurde. Cette guerre a été déclenchée fin juillet dernier et ne cesse de monter en violence. Des témoignages parlent de scènes de tortures et d'assassinats qui dépassent l'expérience de la décennie meurtrière des années 90.



4-L'État français complice de la guerre en Turquie

La Coordination nationale Solidarité Kurdistan qui demandait à la France de condamner la politique guerrière du gouvernement turc contre les Kurdes a reçu cette réponse de l'Élysée, le 22 septembre : « Le droit pour la Turquie de réagir aux attaques sanglantes dont elle a été la cible avec l'attaque de Suruç, qui a fait 32 victimes le 20 juillet dernier, ne peut être contesté. Le plein engagement de la Turquie dans la lutte contre Daech, que la France poursuit dès le premier jour, est utile et nécessaire ». Pire encore, le gouvernement français montre encore son appui au pouvoir turc, l'Élysée continue ainsi: « Le fléau du terrorisme doit être combattu sous toutes ses formes et en tout lieu. C'est pourquoi nous condamnons également les attaques du PKK contre les forces de sécurité et de police turques, qui ont repris ces dernières semaines. À cet égard, la France soutient l'inscription du PKK sur la liste des organisations terroristes de l'Union européenne »



S'il n'intervient pas dans la guerre en Turquie, Hollande montre bien plus d'intérêts pour la Syrie. Il prévoit d'y envoyer des troupes, afin de soutenir le projet d'Erdoğan de créer une « zone tampon » à la frontière turco-syrienne, soit disant pour empêcher l'accès des milices

médical et des objets pour les écoles, de passer¹¹. Cette caravane visait à soutenir la ville de Kobanê, qui a toujours d'énormes besoin, un an après l'assaut mené par Daech. L'AKP ne peut pas supporter l'idée d'une révolution qui revendique une réelle démocratie à sa frontière ; et si cette révolution renforçait le mouvement kurde côté turc ... ? La guerre déclenchée après cet attentat frappe le peuple kurde dans sa totalité et vise plus particulièrement les structures politiques d'auto-gouvernance impulsées par le mouvement kurde ainsi que leur auto-défense militaire. L'armée turque entretient continuellement un blocus du Kurdistan syrien.



Hasankeyf

11 <http://carovanaperilrojawa.noblogs.org/>

2-La résistance Kurde et son projet de confédéralisme démocratique

Le peuple Kurde est installé en Mésopotamie –considérée comme le berceau des civilisations– depuis au moins 5.000 ans. S'il a survécu jusqu'à nos jours c'est sans doute parce qu'il s'est toujours défendu et a préservé son indépendance vis-à-vis des puissances régionales. Divisé en 4 États depuis la fin de la seconde guerre mondiale par les puissances impériales (notamment la France), ce peuple se retrouve de nos jours séparé par les frontières de la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'Iran.

En Irak, un gouvernement régional kurde (GRK) a pris en 2003 un certain degré d'autonomie à l'intérieur de l'État, mais en contrepartie d'une alliance dangereuse avec la Turquie et les États-Unis. La population kurde habitant cette région a sans doute gagné en respect de son intégrité, mais elle reste gouvernée par une élite féodale et collaboratrice des grandes puissances, qui base son pouvoir sur le profit du pétrole.

En Syrie, après le déclenchement de la guerre civile entre le régime dictatorial d'Al Assad et les différentes milices islamistes, les Kurdes ont réussi à prendre leur autonomie en 2012. Bien loin du modèle du GRK, les Kurdes du Rojava (le Kurdistan en Syrie) ont instauré des structures d'auto-gestion horizontales, « du bas vers le haut ». Ce processus c'est ce qu'on connaît comme la « révolution du Rojava ». Il y aurait beaucoup à dire sur ce qui s'y construit en terme de processus révolutionnaire ; les récits, témoignages et textes d'analyses inondent internet, notamment depuis la résistance et victoire des guérillas kurdes contre les mercenaires de l'État Islamique à Kobanê¹.

En Turquie, le mouvement kurde a une expérience d'au moins 40 ans d'organisation. Depuis une dizaine d'années, une auto-critique de leur idéologie marxiste-léniniste et de libération nationale a donné lieu à

1 Voir notamment la brochure éditée en novembre 2014 « Où en est la révolution au Rojava ? », téléchargeable sur nevarneyok.noblogs.org

un modèle de « confédéralisme démocratique »², qui est précisément ce qui est expérimenté au Rojava en ce moment. Il s'agit de s'organiser de façon horizontale, en-dehors des structures de l'État, qui sont intimement liées aux dynamiques de domination du capitalisme et du patriarcat. La solution proposée est la constitution de groupes indépendants mais coordonnés : assemblées de quartier, groupes de femmes, associations lgbti, coopératives, commissions de travail, etc. Ce projet politique qui se met en place progressivement dans les villes et villages du Bakûr (le Kurdistan en Turquie) est promu par la coalition HDP. C'est bien cette proposition de confédéralisme démocratique qui est attaquée par le gouvernement turc aujourd'hui. En effet, dans une interview, Çimen Işık³, explique : « La Turquie est coincée entre le modèle d'État-Nation et la dictature d'un seul homme, et essaie de décider entre ces deux modèles. Les Kurdes cependant présentent le modèle d'auto-organisation comme une troisième voie. Ce qui fait peur à l'État, c'est de savoir que ce modèle ne va pas seulement rester entre Kurdes, mais va s'implanter dans toute la Turquie. C'est pour ça qu'ils répondent à ce modèle d'autonomie démocratique par la terreur et les massacres. »

3-Guerre aux Kurdes, guerre à l'auto-organisation, guerre à la révolution du Rojava

Le 20 juillet dernier, un attentat à Suruç (ville frontalière, côté turc, étape indispensable avant la traversée vers Kobanê) tue 34 personnes et blesse la quasi totalité des personnes présentes lors d'une conférence de presse au Centre Culturel Kurde. Ce rassemblement visait à annoncer publiquement un convoi de jeunes militant.e.s qui

2 Pour une brève explication de ce projet, voir l'article de Maxime Azadi « Le siècle kurde après une longue histoire de persécution », 26 août 2015, disponible sur actukurde.fr. Pour aller plus loin, voir le livret « Confédéralisme Démocratique » d'Abdullah Öcalan, édition française de 2011, disponible sur freedom-for-ocalan.com

3 Çimen Işık est le co-président du Parti démocratique des régions ou BDP (Amed-Diyarbakir), la citation est tirée d'un interview sur rojavareport.wordpress.com, le 23 septembre 2015.

dans le gouvernement de transition (jusqu'aux élections du 1er novembre) ont démissionné pour dénoncer la guerre de l'AKP.

Cette guerre menée pour des intérêts électoraux ou personnels du président divise de plus en plus la population. Des familles de militaires tombés accusent l'AKP d'envoyer les pauvres se faire la guerre entre eux. Plus de 200 militaires ont démissionné. Mais de l'autre côté, les nationalistes turcs multiplient les lynchages contre des Kurdes dans les villes de l'ouest de la Turquie et mettent le feu aux sièges du HDP, avec le consentement ou l'aide des forces de police présentes.

C'est donc une ambiance nauséabonde de guerre civile qu'est en train d'encourager le parti au pouvoir. C'est dans ce contexte que se tiendront à nouveau les élections le 1er novembre (étant donné que l'AKP n'a pas pu former un gouvernement à la suite des élections de juin). Tout comme après la victoire aux élections municipales de 2009, lorsque 8.000 personnes du mouvement kurde avait été arrêtées et le parti interdit, il semblerait que le gouvernement tente encore d'interdire la nouvelle coalition kurde ou d'emprisonner ses candidat.e.s.

L'attentat à Suruç était un avertissement pour les gens solidaires de la révolution du Rojava. Le 15 septembre, elle a empêché une caravane de quatre bus partie d'Italie, qui tentait de passer la frontière Turquie-Syrie avec du matériel

L'État turc utilise la construction de barrages hydrauliques pour militariser et contrôler le territoire kurde et déplacer les populations. Ces « barrages de sécurité » sont très contestés, il existe notamment une mobilisation pour défendre Hasankeyf, menacé par la construction du barrage d'Ilisu, ce qui impliquerait le déplacement de 78 000 personnes et la création d'une barrière naturelle militarisée entre la Turquie et l'Irak qui faciliterait le contrôle d'un lieu de passage essentiel pour la guérilla kurde. Le 21 septembre, il y a eu une manif devant le siège de l'UNESCO à Londres pour demander de classer le site d'Hasankeyf.

porte-parole de chaque commune forment des assemblées de quartier qui s'occupent des travaux, par le biais de huit différentes commissions qui gèrent l'économie, la loi, l'auto-défense et l'éducation »⁹.

Puis la « guerre des cercueils » est lancée. Les convois rapatriant les morts au combat au Rojava sont bloqués à la frontière. Les cérémonies accompagnant les civils assassinés par la police ou l'armée au Bakûr sont attaquées ou empêchées. Puis récemment l'armée a lancé une offensive de bombardement sur les cimetières des combattant.e.s kurdes. Des personnes utilisent la stratégie du « bouclier humain » pour éviter les affrontements, notamment autour des cimetières.

Récemment, Leyla Zana, députée HDP, comptait entamer une grève de la faim. « J'appelle les deux côtés à déposer les armes » disait-elle le 10 septembre lors d'un discours dans le district de Şirnak (Hurriyet). « Je préfère mourir plutôt que de voir les gens mourir [...] Nous sommes mort-e-s à la guerre pendant des siècles. Nous sommes en auto-défense. Mais c'est assez de morts. Je vais commencer une grève de la faim si les morts de s'arrêtent pas ». Leyla Zana est députée du HDP, elle a été emprisonnée de 1994 à 2004, puis de nouveau condamnée à 10 ans de prison en 2008 pour « participation à une organisation terroriste », mais elle profite pour l'instant de l'impunité parlementaire. Elle est actuellement en France, de passage dans plusieurs villes¹⁰.

L'impunité parlementaire est un sujet qui revient souvent. Les député-e-s du HDP essaient d'utiliser leur statut pour rompre des blocus, faire bouclier humain, etc.. Mais l'AKP veut supprimer l'immunité des parlementaires HDP, en les accusant d'être des terroristes. Mais d'après un porte-parole du HDP, ils ne le feront pas, car ce serait aller à l'encontre des intérêts du AKP et des ultra-nationalistes. Pendant ce temps, deux personnes du HDP qui avaient accepté d'être ministres

allaient rejoindre pendant quelques jours des projets de reconstruction de Kobanê. Le gouvernement accuse alors Daech⁴ qui ne revendique pourtant pas cet attentat. Tous les indices laissent supposer que cet attentat a été organisé par le gouvernement lui-même. Mais, même si ce n'était pas le cas, l'occasion a été saisie pour lancer une « guerre contre le terrorisme » ; contre Daech donc ? Et bien non, contre celles et ceux ciblés par cet attentat, c'est à dire les Kurdes et leur mouvement de lutte⁵.



Dès le 3ème jour après cet attentat, les arrestations massives envers des élu.e.s et militant.e.s de la coalition HDP et des assemblées de quartier se sont multipliées ; environ 3.000 personnes ont été arrêtées depuis, ainsi que des centaines incarcérées sans procès, certain.e.s sont accusé.e.s d'être « membres d'une organisation illégale »⁶. Si un doute planait encore sur les objectifs « anti-terroristes » du

9 ANF NEWS (<http://en.firatajans.com>)

10 <http://www.kedistan.net/2015/10/01/leyla-zana-en-france/>

4 Autre nom pour l'État Islamique (et le califat qu'il impose en Irak et en Syrie depuis 2014).

5 Voir la brochure éditée récemment « La sale guerre de l'État turc contre le mouvement kurde », juillet-septembre 2015, téléchargeable sur nevarneyok.noblogs.org

6 JINHA (agende de presse féminine) : jinha.com.tr/en

gouvernement à la suite de l'attentat de Suruç, comment expliquer que même l'organisation de jeunes socialistes qui avait organisé le rassemblement à Suruç, et qui a donc été victime de l'attentat, s'est vu perquisitionner son siège et les appartements d'une grande partie de ses membres ?

Parallèlement les forces aériennes de l'armée turque ont rompu la trêve avec le PKK en lançant des attaques contre les bases des guérillas retranchées dans les monts du Kurdistan irakien, puis dans tout le reste de leurs positions en territoire turc. Une autre tactique de terreur bien connue de l'armée turque est encore employée lors de ces bombardements : les départs de feu dans les montagnes, qui brûlent les forêts autour des villages, et qui forcent parfois les populations à fuir. Les ripostes des guérillas contre des positions de l'armée et de la police n'ont alors cessé de se multiplier, faisant jusqu'à présent quelques centaines de morts.

En ville, les populations se protègent, se retranchent derrière des barricades, creusent des tranchées, organisent leurs groupes d'auto-défense. D'après Vekili Zuhul Tekiner : *« il n'y a aucune assurance pour rester en vie dans les lieux où il n'y a pas de tranchées. Dans cette situation, les tranchées augmentent la sécurité [...] Les jeunes qui gardent jour et nuit ces barricades en sacs de sable sont la meilleure garantie de notre auto-organisation. Parce que l'auto-défense est un pilier fondamental de l'auto-organisation, elle permet aux personnes qui vivent derrière ces fortifications de vivre en paix »*⁷. Malgré cela les blindés de police arrivent parfois à entrer dans certains quartiers pour arrêter et torturer des gens, pour détruire des maisons et des commerces.



La quasi-totalité de la région du Bakûr (le Kurdistan en Turquie) est maintenue sous un plan martial, les militaires tentent de contrôler les routes, et certaines villes ont été assiégées pendant plus d'une semaine, avec coupure d'eau, d'électricité, des routes d'accès, de téléphone et d'internet. Des *snipers* positionnés sur les bâtiments publics tirent sur les gens dans la rue et visent particulièrement l'accès à l'hôpital (parfois même occupé militairement). Les massacres ont lieu dans le silence total, vu que tous les moyens de communication sont bloqués et l'accès à la ville est interdit.

La ville de Cizre, à la frontière irakienne, a vécu le pire de ces sièges⁸. 21 civils y sont morts. Cependant, dans cette ville de 120 000 habitant.e.s, située à la frontière entre Turquie-Syrie et Irak, la population s'organise : *« N'abandonnant pas l'idée d'auto-organisation malgré toutes les attaques et les massacres qu'ils subissent, les habitants ont créé cent-quarante communes (assemblées de rue) dans dix quartiers de la ville, depuis le 15 août [...] Deux*

7 D'après une interview de Vekili Zuhul Tekiner, co-maire de la ville de Farqîn (district de Silvan), sur ozgur-gundem.com.

8 Voir à ce propos les articles dans Le Monde « La ville turque de Cizre, épice de la reprise des combats entre Ankara et les Kurdes », 14 septembre 2015 (disponible sur lemonde.fr) et dans Libération « Turquie : le pouvoir a finalement été obligé de se retirer de Cizre », 13 septembre 2015 (disponible sur liberation.fr)